Des législateurs uruguayens s’opposent au démantèlement des entreprises publiques

Montevideo, 15 décembre (RHC) Le groupe législatif du Front Large (FA) d’Uruguay a rejeté aujourd’hui les politiques de démantèlement des entreprises publiques dans le pays.

Des Sénateurs et députés du Front Large ont rencontré les directeurs des mêmes rangs à l’Administration des carburants et de Portland (Ancap), des télécommunications Antel, de l’énergie électrique UTE et des services d’assainissement de l’eau, OSE, pour connaître la situation spécifique dans chaque entité.

Le coordinateur du FA, Ricardo Ejrlich, les sénatrices Liliam Kechichian et Silvia Nate et le député Gustavo Olmos ont donné une conférence de presse détaillée, au cours de laquelle ils ont fait des dénonciations.

Ils ont dit qu'à l'OSE, le gouvernement actuel a supprimé 240 millions de dollars que le Front Large avait laissés pour investir dans l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement et a annulé les travaux d'un barrage pour étendre l'approvisionnement.

En ce qui concerne Antel, ils ont indiqué que la société n'a pas de stratégie, a une restriction de 30 pour cent en investissement, et de 20 dans ses dépenses en fibres optiques et de nouvelles installations, alors qu'il y a eu une augmentation record des sorties et qu'environ 180 millions de dollars s'accumulent en caisse

À propos d'Ancap, le FA a mis en doute le fait que l'administration actuelle a commandé des audits coûteux et inutiles sur le four de l'usine de Paysandú pour le Portland et a insisté sur la nécessité de discuter de la promesse électorale de l'actuel président Luis Lacalle de baisser les prix des carburants.

En général, le Front Large a rejeté la décision du gouvernement de ne pas reconstituer le capital humain des entreprises publiques, parce que cela entraîne une baisse de la qualité des services, et crée un élan pour imposer une stratégie de substitution de l'activité par le secteur privé.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/279898-des-legislateurs-uruguayens-sopposent-au-demantelement-des-entreprises-publiques

Radio Habana Cuba